

Vie et mort de la démocratie chrétienne en Amérique latine

Olivier Compagnon



Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/8264>

ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique
latine

Édition imprimée

Date de publication : 21 novembre 2017

Pagination : 7-13

ISBN : 9782371540750

ISSN : 1141-7161

Ce document vous est offert par
Bibliothèque Sainte-Barbe



Référence électronique

Olivier Compagnon, « Vie et mort de la démocratie chrétienne en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 85 | 2017, mis en ligne le 21 novembre 2017, consulté le 22 novembre 2017. URL : <http://cal.revues.org/8264>



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Vie et mort de la démocratie chrétienne en Amérique latine

Olivier Compagnon

Le 28 juillet 2017, le Parti démocrate-chrétien (PDC) chilien célébrait en grande pompe ses 60 ans d'existence au moment même où divers commentateurs, observant ses tergiversations face à l'échéance présidentielle prévue en fin d'année, notaient qu'il se trouvait en réalité « en phase terminale ». De fait, s'il y eut bien un moment démocrate-chrétien en Amérique latine au XX^e siècle, il semble que celui-ci soit bel et bien révolu en cette seconde moitié des années 2010. Faut-il y voir un simple reflux conjoncturel lié aux aléas des vies politiques nationales ? L'héritage de la crise de la représentation politique qui affecte tous les partis traditionnels d'Amérique latine depuis les années 1990 et explique l'émergence d'*outsiders* ? Ou la crise plus profonde d'un projet idéologique résolument obsolète ?

Le creuset des années 1930

Certains historiens situent la généalogie de la démocratie chrétienne (DC) latino-américaine dans les années qui précèdent la Grande Guerre en se référant à des formations politiques telles que le *Partido Católico Nacional* mexicain (1911) ou la *Unión Cívica* uruguayenne (1912). Toutefois, celle-ci ne se constitue dans sa forme moderne, c'est-à-dire en tant que mouvement politique affirmant sa non-confessionnalité et distinguant de manière explicite les plans temporel et spirituel, que dans les années 1930.

Après un XIX^e siècle marqué par les assauts du libéralisme contre les prérogatives politiques et sociales de l'Église, les lendemains de la Première Guerre mondiale correspondent en Amérique latine à une phase de *renacimiento*

* Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, IHEAL-Creda-UMR 7227.

católico. Elle se caractérise notamment par une vague de conversions d'intellectuels au catholicisme et par la diffusion rapide de la doctrine sociale de l'Église telle que le pape Léon XIII l'avait définie dans l'encyclique *Rerum Novarum* en 1891. C'est dans ce contexte, également marqué par l'Octobre russe, qu'une génération de jeunes catholiques fait le choix de l'engagement dans la vie de la cité face au spectre d'une révolution qui saperait les fondements chrétiens des sociétés latino-américaines. L'apprentissage du politique se joue dans le cadre des mouvements d'Action catholique qui fleurissent alors dans tous les pays de la région, d'associations étudiantes (la *Asociación Nacional de Jóvenes Católicos* au Chili, la *Unión Nacional Estudiantil* au Venezuela), de groupes de pression défendant les intérêts ecclésiastiques (la *Liga Eleitoral Católica* brésilienne) ou des vieux partis conservateurs, porte-voix traditionnels de l'Église sur le terrain politique.

Durant cette phase de genèse, un tournant important se produit au milieu des années 1930. Alors que la guerre civile espagnole commence tout juste, la diffusion de l'œuvre politique du philosophe français Jacques Maritain — notamment *Humanisme intégral* (1936) — conduit une partie de ces jeunes laïcs à se désolidariser de la cause franquiste que soutenait la majorité des élites catholiques, à assimiler la distinction des plans temporel et spirituel et à fonder des organisations autonomes destinées à porter un nouveau projet politique d'inspiration chrétienne. En 1938 naît ainsi la *Falange Nacional* chilienne, scission du Parti conservateur et ancêtre du PDC. Celle-ci entend rompre avec la logique des partis catholiques, qui se contentaient de représenter l'institution ecclésiastique dans la vie de la cité, et promouvoir une forme d'engagement où l'autonomie du politique vis-à-vis du religieux est pleinement reconnue. L'anticommunisme n'en apparaît pas moins comme une matrice centrale de cette DC naissante qui s'abreuve du néothomisme, d'un catholicisme social revigoré par l'encyclique *Quadragesimo Anno* (1931) et des expériences européennes de l'entre-deux-guerres. Le rejet du fascisme et de ses avatars — ainsi le mouvement intégraliste au Brésil ou les courants plus ou moins proches du nazisme en Argentine et au Chili — est également l'une des composantes de cette DC qui se définit déjà, implicitement du moins, comme une troisième voie.

La Seconde Guerre mondiale accélère la maturation du projet démocrate-chrétien. Le message pontifical de Noël 1944 sur la démocratie contribue à éloigner une partie des élites catholiques des régimes autoritaires qu'elles tendaient à soutenir par crainte du communisme. La parution en 1945 du premier numéro de la revue chilienne *Política y Espiritu* marque l'émergence d'une réflexion théorique spécifiquement latino-américaine autour de la notion de DC, à partir des matrices européennes qu'il convient désormais



d'adapter aux réalités particulières de l'Amérique latine (problèmes de la terre, du développement, etc.). En avril 1947, la réunion de Montevideo clôt cette phase de genèse : originaires de tous les pays d'Amérique du Sud ou presque, les 31 personnalités qui y participent paraphent, au terme de six jours de débat, un texte de quatre pages, connu sous le nom de « Déclaration de Montevideo » et abondamment diffusé dans la presse latino-américaine. La distinction des plans temporel et spirituel, qui exclut la création de partis confessionnels où identité politique et identité religieuse seraient indissolublement liées, est clairement affirmée dans l'article 3. Dans le contexte de la Guerre froide naissante, la définition d'une *tercera vía* — entre le capitalisme libéral et toutes les formes de néofascisme d'une part, le socialisme collectiviste d'autre part — est clairement exposée. La réunion de Montevideo est aussi à l'origine de la création de la *Organización demócrata-cristiana de América* (ODCA) : reflet des dynamiques transnationales à l'œuvre depuis le milieu des années 1930 et de sociabilités tissées par-delà les cadres nationaux dans les milieux de l'Action catholique, cette structure de coopération régionale ne naît officiellement que deux ans plus tard, mais joue un rôle majeur dans la naissance de PDC dans tous les pays de la région dès la fin des années 1940.

L'institutionnalisation de la DC et les expériences du pouvoir

La phase d'institutionnalisation de la DC en Amérique latine court du début des années 1950 jusqu'à la fin des années 1980. Ce moment correspond à l'accession au pouvoir d'Eduardo Frei Montalva au Chili (1964) et de Rafael Caldera, *leader* historique du Partido Social Cristiano Copei fondé en 1946, au Venezuela (1969), mais aussi à l'émergence dans la plupart des pays de partis susceptibles de peser sur le débat national et d'accéder à d'importantes magistratures locales (ainsi au Pérou où Luis Bedoya Reyes est maire de Lima entre 1964 et 1969 ou au Brésil où André Franco Montoro est élu député fédéral en 1958).

La matrice de l'anticommunisme, décisive durant la phase d'incubation de la DC latino-américaine, l'est tout autant durant sa phase d'institutionnalisation. Si les années 1960 sont celles des grands succès électoraux, ce n'est pas sans rapport avec l'avènement du castrisme à Cuba et la peur d'une contagion révolutionnaire dans toute la région. Ainsi que le traduit le slogan électoral de Frei pour la campagne électorale chilienne de 1964, la DC se propose de faire une « Révolution dans la liberté », autrement dit de transformer les structures sociales, au travers par exemple de réformes agraires permettant de redistribuer la terre et de créer une nouvelle catégorie de petits propriétaires

terriens, mais dans un cadre démocratique que ne respecte pas la Révolution cubaine. La DC peut alors passer comme la solution idoine pour lutter contre le communisme tout en évitant les coups d'État autoritaires plus ou moins dirigés par Washington, à l'instar de celui qui a destitué Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954 ou de celui qui inaugure plus de vingt ans de dictature au Brésil en avril 1964. Cela est d'autant plus vrai que la plupart des PDC ont su s'approprier une partie des thèses développementalistes de la Cepal tout en les mâtinant des thèses de l'économie humaine, héritées du père dominicain Louis-Joseph Lebreton. Plus que jamais, la DC triomphante des années 1960 fait donc figure d'idéologie de guerre froide, en quête d'une alternative à la grande dichotomie politico-idéologique qui caractérise les relations internationales.

Par ailleurs, le moment d'acmé de la DC latino-américaine correspond à une certaine phase de reflux en Europe. C'est particulièrement le cas en France où le Mouvement républicain populaire (MRP) sombre lentement à la suite du retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958. Dans un suggestif renversement des phénomènes de circulation traditionnels entre Europe et Amérique latine, les expériences démocrates-chrétiennes d'Amérique latine sont alors érigées en possibles modèles de ressourcement par certains membres des DC européennes. Les nouvelles sociabilités créées sous l'égide de l'Internationale démocrate-chrétienne (IDC) jouent ici un rôle essentiel et les rencontres régulières suscitées par cette instance constituent un lieu d'échanges transatlantiques qui n'avaient pas d'équivalent auparavant.

Le rayonnement de la DC dans l'espace latino-américain n'en est pas moins contrasté. Aux terres pionnières que sont le cône Sud et le Brésil s'opposent l'espace andin (Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie), le Paraguay et le Mexique. Le Venezuela et l'Amérique centrale se situent à mi-chemin entre ces deux cas, avec un développement plus tardif que dans le cône Sud et qu'au Brésil, mais non moins réel comme en témoigne l'accession au pouvoir de Napoleón Duarte au Salvador dans les années 1980. Le contexte politico-religieux de chaque pays joue un rôle primordial : si la tentation du politique s'exerce uniformément sur une génération de jeunes catholiques latino-américains effrayés par le communisme, il n'y eut pas partout de DC. Car il fallait pour qu'un tel projet prît forme qu'existât une brèche dans laquelle s'engouffrer. Au Chili, le Parti conservateur captait traditionnellement l'opinion catholique depuis les années 1830, mais décline lentement dans la première moitié du XX^e siècle. Moribond, il peine à renouveler son discours à l'aune de l'enseignement social de l'Église et son encadrement en intégrant les jeunes générations. Ce qui mène Frei et ses compagnons de route à la dissidence. La situation est comparable en Argentine, au Brésil et au Venezuela où il n'existe pas dans l'entre-deux-guerres de grand parti conservateur censé représenter les intérêts de l'Église. Dans



ces cas, il existe donc dès l'origine un espace politique vacant pour les jeunes démocrates-chrétiens, qui jettent les bases d'un mouvement dont les destinées dépendent ensuite du degré de pluralisme caractérisant la politique nationale. En Colombie, *a contrario*, le caractère durablement embryonnaire de la DC s'explique par un parti conservateur demeuré puissant, capable de canaliser, d'absorber ou de réprimer les aspirations novatrices de ses membres les plus jeunes.

Les raisons d'une éclipse

La militarisation des sociétés latino-américaines entre le milieu des années 1960 et la fin des années 1980 porte un coup d'arrêt à l'expansion de la DC. Jusqu'au milieu des années 1990, celle-ci n'en demeure pas moins l'une des composantes fondamentales du bipartisme vénézuélien. C'est aussi sous ses auspices (avec l'élection de Patricio Aylwin en 1989 et celle d'Eduardo Frei Ruiz Tagle en 1994) qu'est négociée la transition chilienne à la démocratie après la défaite du général Pinochet au référendum de 1988. En dépit du contexte de guerres civiles, divers pays d'Amérique centrale témoignent également d'un mouvement bien vivant et susceptible d'influer sur les processus de réconciliation dans les années 1980 et 1990.

Cela étant posé, l'évolution des rapports de force politiques en Amérique latine durant ces vingt dernières années tend à prouver que les partis démocrates-chrétiens sont entrés dans une phase de crise. Au Chili, la DC a été exclue des scrutins présidentiels de 2000 et de 2006 au profit du Parti socialiste dans la dynamique particulière que constitue la Concertation des partis pour la démocratie, issue de la transition. En 2010, Eduardo Frei Ruiz-Tagle a été nettement battu par le candidat néolibéral Sebastián Piñera bien que bénéficiant théoriquement du vote socialiste ; lors des primaires de la Concertation en 2013, le PDC n'a pas existé face à la socialiste Michelle Bachelet qui briguaient un second mandat. Si le parti représente environ 15 % de l'électorat chilien au tournant des années 2000 et 2010, cette proportion est nettement inférieure aux scores réalisés à l'échelle nationale dès 1958. Dans le Venezuela des années Chávez, le Copei ne représente plus, quant à lui, que 2 à 3 % de l'électorat. Cette tendance n'est pas démentie en Amérique centrale où le processus de déclin a été confirmé lors des nombreuses consultations électorales des dernières années. Quels sont, dès lors, les facteurs explicatifs de cette crise de la DC ?

Premièrement, la fin de la Guerre froide et la disparition de la bipolarité idéologique qui avait structuré les années 1945-1990 a rendu caduque le projet de troisième voie. Au-delà même du communisme, la social-démocratie latino-américaine a définitivement abandonné ses références au marxisme et occupe

désormais un espace de centre-gauche qui était très largement celui de la DC dans les années 1960. Comme l'atteste le cas chilien, la DC tend alors à se scinder progressivement entre une aile gauche minoritaire prompte à fraterniser avec la social-démocratie au nom de la lutte contre les inégalités (scénario de l'élection présidentielle de 2006 ayant conduit à la victoire de Bachelet) et une aile droite majoritaire ralliée à la droite néolibérale au nom de la « bonne gouvernance » (scénario de la présidentielle chilienne de 2010 ayant porté Piñera à La Moneda).

En deuxième lieu, le projet redistributeur d'une économie humaine et communautaire a fait long feu au fur et à mesure que s'imposait, dans tous les États d'Amérique latine et sous la pression des institutions internationales, le consensus de Washington. À lire les programmes du Copei vénézuélien ou du PDC chilien à partir de la fin des années 1990, on n'observe finalement guère de différences avec celui des néolibéraux les plus orthodoxes. Alors qu'Eduardo Frei Montalva — bien que critiqué par la gauche chilienne des années 1960 pour avoir bénéficié d'importants subsides étasuniens dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès — avait initié une importante réforme agraire et un programme de nationalisation des ressources minières qu'Allende reprendra en partie entre 1970 et 1973, son fils Eduardo Frei Ruiz-Tagle n'a pas réellement infléchi durant son mandat la révolution néolibérale initiée par les *Chicago Boys* de Pinochet.

Troisièmement, le contenu authentiquement démocratique des discours de la DC au sortir de la Seconde Guerre mondiale a connu quelques turbulences dans l'ordre de la pratique et contribué à décrédibiliser un mouvement qui, dans les années 1960, était perçu comme l'un des plus solides remparts contre l'autoritarisme. En 1973, une grande partie du PDC chilien — Frei Montalva et Aylwin en tête — a applaudi le coup d'État du 11 septembre. Et si l'Église en général et la DC en particulier sont entrées en opposition à partir de 1975-1976, le choix de l'anticommunisme contre la démocratie a pu être interprété comme une trahison des origines. Le même raisonnement peut être appliqué au Venezuela où le soutien inconditionnel du Copei au coup d'État d'avril 2002 contre Chávez a brouillé l'image d'une formation qui incarnait depuis 1958, aux côtés des sociaux-démocrates d'*Acción Democrática*, une démocratie vénézuélienne ayant su échapper aux régimes de sécurité nationale et au terrorisme d'État à défaut de redistribuer efficacement les revenus de la rente pétrolière.

En dernier lieu, il conviendrait de lancer une enquête pour mesurer l'impact de la fragmentation du champ religieux latino-américain sur le déclin de la DC. Si celle-ci était initialement ouverte à tous les hommes de bonne volonté partageant les valeurs chrétiennes, elle fut indéniablement le mouvement sur



lequel se portèrent les suffrages catholiques si l'on considère les choses sous l'angle de la sociologie électorale. Le temps où plus de 90% de la population latino-américaine se déclarait catholique, comme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est toutefois révolu. Depuis la fin des années 1950, la croissance spectaculaire des églises pentecôtistes a réduit ce chiffre à 65% dans l'ensemble de la région et parfois même à moins de 50% dans certaines provinces du Brésil, du Chili ou de l'Amérique centrale. Ainsi la DC a-t-elle mécaniquement perdu une partie de son électorat naturel au moment précis où les mouvements pentecôtistes, peu respectueux du principe de l'autonomie du politique, ne cachent plus leurs ambitions politiques. Nombre de dirigeants politiques contemporains ne s'y trompent d'ailleurs pas en accordant une attention toute particulière à ces nouvelles clientèles, ainsi que l'ont démontré les deux élections de Lula au Brésil en 2002 et en 2006. Idéologie de Guerre froide entrée en agonie après la fin du socialisme réel, la DC latino-américaine voit aussi fondre ses bases électorales au rythme de l'érosion du monopole catholique en Amérique latine.

Paris, 19 octobre 2017.